


# Procedure file

Informations de base		
DEC - Procédure de décharge	<a href="#">2018/2199(DEC)</a>	Procédure terminée
Décharge 2017: Agence d'approvisionnement d'Euratom (AAE)		
Sujet 8.70.03.02 Décharge 2017		

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<b>CONT</b> Contrôle budgétaire		26/07/2018
		PPE <a href="#">SARVAMAA Petri</a>	
		Rapporteur(e) fictif/fictive	
		S&D <a href="#">KADENBACH Karin</a>	
		ECR <a href="#">CZARNECKI Ryszard</a>	
		ALDE <a href="#">ALI Nedzhmi</a>	
		GUE/NGL <a href="#">DE JONG Dennis</a>	
		Verts/ALE <a href="#">STAES Bart</a>	
		ENF <a href="#">KAPPEL Barbara</a>	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	<b>ITRE</b> Industrie, recherche et énergie		
		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	<a href="#">Budget</a>	<a href="#">OETTINGER Günther</a>	

Evénements clés			
28/06/2018	Publication du document de base non-législatif	COM(2018)0521	Résumé
11/09/2018	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture/lecture unique		
20/02/2019	Vote en commission, 1ère lecture/lecture unique		
01/03/2019	Dépôt du rapport de la commission, lecture unique	<a href="#">A8-0132/2019</a>	Résumé
26/03/2019	Débat en plénière		
26/03/2019	Décision du Parlement, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">T8-0280/2019</a>	Résumé
26/03/2019	Fin de la procédure au Parlement		
27/09/2019	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques
-------------------------

Référence de procédure	2018/2199(DEC)
Type de procédure	DEC - Procédure de décharge
Base juridique modifiée	Règlement du Parlement EP 159
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	CONT/8/14316

### Portail de documentation

Document de base non législatif	<a href="#">COM(2018)0521</a>	28/06/2018	EC	Résumé
Cour des comptes: avis, rapport	<a href="#">N8-0012/2019</a> <a href="#">JO C 434 30.11.2018, p. 0001</a>	18/09/2018	CofA	Résumé
Projet de rapport de la commission	<a href="#">PE626.808</a>	10/12/2018	EP	
Document de base non législatif complémentaire	<a href="#">05825/2019</a>	31/01/2019	CSL	
Amendements déposés en commission	<a href="#">PE634.514</a>	31/01/2019	EP	
Rapport déposé de la commission, lecture unique	<a href="#">A8-0132/2019</a>	01/03/2019	EP	Résumé
Texte adopté du Parlement, lecture unique	<a href="#">T8-0280/2019</a>	26/03/2019	EP	Résumé

### Acte final

Budget 2019/1512  
[JO L 249 27.09.2019, p. 0281](#)

## 2018/2199(DEC) - 28/06/2018 Document de base non législatif

**OBJECTIF:** présentation par la Commission des comptes annuels consolidés de l'Union européenne pour l'exercice 2017 - étape de la procédure de décharge 2017.

Analyse des comptes des institutions de l'UE - Agence d'approvisionnement d'Euratom (ESA).

**CONTENU:** la gouvernance organisationnelle de l'UE se compose d'institutions, d'agences et d'autres organes de l'UE dont les dépenses sont inscrites au budget général de l'Union.

Le présent document de la Commission porte sur les comptes consolidés de l'UE relatifs à l'exercice 2017 et détaille la manière dont les dépenses des institutions et organes de l'UE ont été effectuées. Les comptes annuels consolidés de l'UE fournissent des informations financières sur les activités des institutions, agences et autres organes de l'UE sous l'angle du budget et de la comptabilité d'exercice.

Il incombe au comptable de la Commission d'établir les comptes annuels consolidés de l'UE et de veiller à ce qu'ils présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière, le résultat des opérations et les flux de trésorerie des institutions et organes de l'UE, en vue de donner décharge.

**Procédure de décharge:** la décharge représente l'étape finale du cycle budgétaire. Elle est la décision par laquelle le Parlement européen «libère» la Commission de sa responsabilité dans la gestion d'un budget donné, en clôturant l'exécution de ce budget. Elle est accordée par le Parlement européen sur recommandation du Conseil.

La décision se fonde notamment sur les rapports de la Cour des comptes européenne, en particulier son rapport annuel, dans lequel la Cour fournit une déclaration d'assurance (DAS) sur la légalité et la régularité des opérations (paiements et engagements).

La procédure débouche sur l'octroi, le ajournement ou le refus de la décharge.

Le rapport final de décharge comprenant des recommandations d'action spécifiques à la Commission est adopté en plénière par le Parlement européen et fait l'objet d'un rapport de suivi annuel dans lequel la Commission expose les mesures concrètes qu'elle a prises pour mettre en œuvre les recommandations formulées.

Toutes les institutions de l'UE ainsi que les autres agences, organes et entreprises communes sont soumis à leurs propres procédures de décharge.

L'Agence d'approvisionnement d'Euratom (ESA): l'Agence ESA, dont le siège est situé à Luxembourg (LU), a été créée en vertu de la [décision du Conseil 2008/114/CE](#), Euratom afin de fournir une expertise, des informations et des conseils à l'UE sur tout sujet lié au fonctionnement du marché des matières nucléaires et de servir d'observatoire du marché dans ce domaine.

En ce qui concerne les comptes de 2017, le budget de l'Agence est en légère diminution (123.000 EUR contre 125.000 EUR en 2016) en

raison de la baisse des recettes provenant des placements propres. Le budget a été financé dans sa totalité par une contribution de la ligne 32.01.07 "Contribution Euratom pour le fonctionnement de l'Agence d'approvisionnement" de la Commission. Les dépenses de l'ESA ne comprennent que des frais administratifs.

Les états financiers de l'ESA au 31 décembre 2017 font apparaître une exécution budgétaire de 121.621 EUR, soit 99 % des crédits d'engagement (contre 94 % en 2016). Les montants non utilisés sont reversés au budget de l'UE.

Pour le détail des dépenses, se reporter aux [comptes définitifs](#) de l'Agence pour 2017.

## 2018/2199(DEC) - 01/03/2019 Rapport déposé de la commission, lecture unique

---

La commission du contrôle budgétaire a adopté le rapport de Petri SARVAMAA (PPE, FI) concernant la décharge sur l'exécution du budget de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom pour l'exercice 2017. La commission a invité le Parlement européen à donner décharge au directeur général de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom sur l'exécution du budget de l'Agence pour l'exercice 2017. Constatant que la Cour des comptes a déclaré avoir obtenu une assurance raisonnable que les comptes annuels de l'Agence pour l'exercice 2017 sont fiables et que les opérations sous-jacentes sont légales et régulières, les députés ont invité le Parlement à approuver la clôture des comptes de l'Agence. Cependant, ils ont émis une série de recommandations à prendre en compte lorsque la décharge sera octroyée, en plus des recommandations générales qui se trouvent dans le [projet de résolution sur la performance, la gestion financière et le contrôle des agences européennes](#) :

### ***États financiers de l'Agence***

Le budget définitif de l'Agence pour l'exercice 2017 était de 123 000 EUR, ce qui représente une légère baisse de 1,6 % par rapport à 2016.

### ***Gestion financière et budgétaire***

Les efforts de suivi du budget au cours de l'exercice 2017 se sont traduits par un taux d'exécution des crédits d'engagement de 98,88 %, une hausse de 4,54 % par rapport à 2016. Le taux d'exécution des crédits de paiement s'est élevé à 74,64 %, soit une baisse de 11,48 % par rapport à 2016.

L'annulation du report de crédits de 2016 à 2017 a correspondu à un montant de 148,09 EUR, ce qui représente 1,44 % du montant total des reports, soit un recul de 2,07 % par rapport à 2016.

Les députés ont également fait une série d'observations concernant la performance et la politique du personnel. En particulier, ils ont noté que :

- l'Agence déclare avoir traité 320 opérations en 2017, dont des contrats, des avenants aux contrats existants et des notifications, et avoir continué d'assumer la responsabilité de la politique commune d'approvisionnement nucléaire de l'Union, de sorte à assurer la sécurité de l'approvisionnement en matières nucléaires, conformément à son mandat;
- fin 2017, l'Agence employait 17 agents, tous fonctionnaires de la Commission, sur les 25 autorisés par le tableau des effectifs, soit le même nombre qu'en 2016;
- du fait que le Royaume-Uni a fait part de son intention de se retirer de l'Union, y compris d'Euratom, à compter de la date de son retrait, le Royaume-Uni aura l'entière responsabilité d'assurer le respect des obligations internationales qui lui incombent en vertu de son appartenance à l'Agence internationale de l'énergie atomique et des différents traités et conventions internationaux auxquels il est partie. Le Royaume-Uni devra mettre en place son propre régime de garanties nucléaires et négocier des accords bilatéraux de coopération nucléaire avec chacun des différents États actuellement parties aux accords Euratom.

## 2018/2199(DEC) - 26/03/2019 Texte adopté du Parlement, lecture unique

---

Le Parlement européen a décidé de donner décharge au directeur général de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom sur l'exécution du budget de l'Agence pour l'exercice 2017 et d'approuver la clôture des comptes de l'Agence pour l'exercice considéré.

Constatant que la Cour des comptes a déclaré avoir obtenu une assurance raisonnable que les comptes annuels de l'Agence pour l'exercice 2017 étaient fiables et que les opérations sous-jacentes étaient légales et régulières, le Parlement a adopté par 510 voix pour, 107 voix contre et 13 abstentions, une résolution contenant une série de recommandations qui font partie intégrante de la décision de décharge et qui ajoutent aux recommandations générales figurant dans le [projet de résolution sur la performance, la gestion financière et le contrôle des agences européennes](#) :

### États financiers de l'Agence

Le budget définitif de l'Agence pour l'exercice 2017 était de 123 000 EUR, ce qui représente une légère baisse de 1,6 % par rapport à 2016.

### Gestion financière et budgétaire

Les efforts de suivi du budget au cours de l'exercice 2017 se sont traduits par un taux d'exécution des crédits d'engagement de 98,88 %, une hausse de 4,54 % par rapport à 2016. Le taux d'exécution des crédits de paiement s'est élevé à 74,64 %, soit une baisse de 11,48 % par rapport à 2016.

L'annulation du report de crédits de 2016 à 2017 ait correspondu à un montant de 148,09 EUR, ce qui représente 1,44 % du montant total des reports, soit un recul de 2,07 % par rapport à 2016.

Les députés ont également fait une série d'observations concernant la performance et la politique du personnel. En particulier, ils ont noté que :

- l'Agence déclare avoir traité 320 opérations en 2017, dont des contrats, des avenants aux contrats existants et des notifications, et avoir continué d'assumer la responsabilité de la politique commune d'approvisionnement nucléaire de l'Union, de sorte à assurer la sécurité de l'approvisionnement en matières nucléaires, conformément à son mandat;

- fin 2017, l'Agence employait 17 agents, tous fonctionnaires de la Commission, sur les 25 autorisés par le tableau des effectifs, soit le même nombre qu'en 2016;

- du fait que le Royaume-Uni a fait part de son intention de se retirer de l'Union, y compris d'Euratom, à compter de la date de son retrait, le Royaume-Uni aura l'entière responsabilité d'assurer le respect des obligations internationales qui lui incombent en vertu de son appartenance à l'Agence internationale de l'énergie atomique et des différents traités et conventions internationaux auxquels il est partie. Le Royaume-Uni devra mettre en place son propre régime de garanties nucléaires et négocier des accords bilatéraux de coopération nucléaire avec chacun des différents États actuellement parties aux accords Euratom.